

dire que l'augmentation y est de 5,000 âmes plus considérable que celle de tout le reste de la province. On doit conclure de ce fait, ce me semble, que, en ce qui concerne les provinces de l'est, quelle que soit la politique que l'on suive à l'égard du Nord-Ouest, il est inutile de compter sur une grande augmentation de la population tant que l'on n'adoptera pas une politique propre à développer nos grandes industries, à maintenir en opération nos manufactures déjà établies, à favoriser l'établissement d'usines nouvelles qui donneront de l'ouvrage à nos ouvriers et auront pour effet de faire diminuer, sinon d'enrayer tout à fait, le mouvement d'émigration dont j'ai parlé. Je n'entends pas, en faisant ces observations, chercher à diminuer la valeur ni l'importance de notre agriculture, de nos mines, de nos pêcheries ou autres industries de ce pays ; mais je prétends que les grandes manufactures constituent le meilleur moyen de garder chez nous notre excédent de population, et de l'empêcher d'aller chercher à l'étranger le travail qu'il ne trouve pas au Canada.

M. l'Orateur, j'ai traité la motion plus longuement que je ne m'étais proposé de le faire ; qu'on veuille bien me permettre, en terminant, d'évoquer les noms de trois personnes qui siégeaient ici à la dernière session, mais qui depuis, sont passées dans les rangs de la grande majorité. Une de ces personnes, M. Dobell, était ministre sans portefeuille. Ce monsieur, je ne le connaissais que depuis relativement peu de temps, mais au cours de quelques années de relations intimes, j'avais appris à le respecter et à le tenir en très haute estime, et je ne crois pas me tromper en affirmant qu'il n'avait pas un seul ennemi en cette Chambre. Chacun se rappelle l'excellence et la franchise de l'accueil qu'il faisait à tous les députés, quelles que fussent leurs croyances politiques.

Je ne veux pas oublier mon honorable ami, M. Clarke Wallace, qui siégeait à mes côtés pendant la dernière session, au moment où l'on me confia la tâche ardue pour moi, jeune encore et sans expérience, de diriger les forces du parti libéral-conservateur dans l'enceinte des Communes, quand je voyais autour de moi des personnes que leur longue expérience désignait plutôt à cette charge, M. Wallace m'a toujours accordé son appui cordial et généreux. C'était un homme au caractère fortement trempé ; toujours il eut le courage de ses convictions, qui étaient profondes. Jamais, au pays ni ailleurs, personne ne donna de plus abondantes preuves de sincérité. Je n'ai pas toujours partagé ses vues, quoique nous fussions tous deux membres du même parti politique, mais je me suis toujours plu à reconnaître la sincérité absolue des opinions qui ont servi de base à ses actes d'homme public, tant en cette Chambre qu'au dehors.

Qu'on me permette aussi de rappeler le souvenir d'un mien ami à côté duquel j'ai

siégé trois sessions consécutives lorsque j'eus pour la première fois l'honneur de prendre un siège ici. Je veux parler de M. John W. Bell, ancien représentant d'Addington, un esprit fin, un bon cœur et un observateur ; il n'élevait pas souvent la voix en cette enceinte, mais c'était un homme qui possédait le respect et l'estime de tous ceux qui l'ont connu, un homme dont la disparition crée un vide difficile à combler ; c'était un homme qui, bien que ne prenant pas une large part aux débats de cette Chambre, possédait tous les secrets de la vie publique et avait une connaissance complète des besoins et des intérêts du pays.

Je terminerai mes observations, M. l'Orateur, en faisant allusion à la perte que non seulement l'empire, mais le Canada lui-même vient d'éprouver par la mort de lord Dufferin qui, à titre de Gouverneur général, consacra cinq ou six années de sa vie au service de notre pays. Il fut appelé à remplir ses devoirs de Gouverneur général à une époque où les partis politiques étaient agités par des querelles et des passions de la plus grande violence ; mais, quelque critique que l'on ait pu formuler dans le temps contre son attitude, je suis enclin à penser que, une fois les querelles apaisées et les passions calmées, on se plut à reconnaître qu'il avait accompli son devoir, guidé par la droiture et l'honnêteté de sa conscience. Esprit très cultivé, littérateur, diplomate, proconsul, il a joué un rôle considérable dans l'empire et fait beaucoup pour le Canada, en ce sens que, prévoyant les destinées glorieuses de ce pays, il se convainquit tout de suite que l'indépendance absolue de notre système de gouvernement servirait à resserrer de plus en plus les liens qui nous attachaient à l'empire. Vingt-cinq années se sont écoulées depuis qu'il a prononcé à Winnipeg ce grand discours où il représentait le Canada aux pieds de la mère-patrie, splendide, abandonné à son rêve et pressentant sa destinée future. Ce rêve s'est en partie réalisé, une partie de cette destinée s'est dévoilée depuis, et nous sommes tous heureux que cet homme ait vécu assez longtemps pour être témoin de ces choses. Lorsque le très honorable premier ministre aura traversé l'océan pour assister aux cérémonies du couronnement du roi—et nous souhaitons tous que son voyage soit heureux—il pourra dire du Canada ce qu'en disait lord Dufferin il y a si longtemps, c'est-à-dire que l'on trouve encore en notre pays :

La vénération d'un peuple libre, pour la liberté constitutionnelle qui lui est garantie par un gouvernement monarchique ; les possesseurs de la moitié d'un continent qui se reconnaissent le droit de faire partie d'un empire encore plus puissant ; un peuple humble et pieux qui croit fermement en son pouvoir d'affirmer son indépendance, de préparer ses propres destinées, de protéger et d'orner au plus haut point le glorieux héritage que lui a légué la Providence.